



Bulletin d'histoire environnementale

Numéro 1 – automne 2007

Edito

Nous sommes heureux de vous faire parvenir ce premier Bulletin, qui veut œuvrer modestement à diffuser parmi la communauté francophone des informations sur l'activité de la recherche en histoire de l'environnement.

Ce Bulletin relaiera auprès de vous les nouvelles de la Société Européenne d'Histoire de l'Environnement, association créée par des universitaires en 1999, tout en étant largement ouvert aux chercheurs qui ne sont pas membres de la Société mais qui intègrent l'histoire de l'environnement dans leurs travaux.

Ce champ, encore peu présent dans la terminologie académique française, est résolument pluridisciplinaire, en associant des travaux historiques qui adoptent une approche environnementale et des études sur des questions environnementales (de la part de géographes, d'écologues, etc.) faisant une place importante à la dimension historique. Il nous paraît intéressant – et possible – de le structurer en faisant circuler l'information relative aux chantiers de recherche, aux séminaires, etc., de chacun de ces disciplines. Que l'on travaille sur les forêts, la ville, les rivières, les montagnes ou l'industrie, la prise en compte de la dimension environnementale dans nos travaux sera le fil conducteur de ce bulletin et peut-être la promesse de collaborations futures entre chercheurs francophones. Nous ouvrirons cette publication aux collègues belges, canadiens ou suisses : comme l'a montré le thème de la Conférence européenne d'histoire de l'environnement d'Amsterdam en juin 2007, la prise en compte de l'environnement n'a pas de frontières, et la recherche sur ce thème non plus !

La version que nous vous envoyons attend bien sûr d'être enrichie, pour les numéros suivants, par toutes vos suggestions, ainsi que par les informations que vous nous transmettez. N'hésitez pas à me transmettre toutes les nouvelles que vous jugez utiles, concernant l'histoire de l'environnement, annonces de séminaires, de colloques, ou recensions bibliographiques et webographiques ! Vous pouvez aussi nous aider en nous communiquant les adresses de collègues potentiellement intéressés. Enfin, les jeunes chercheurs et doctorants seront les bienvenus pour présenter leurs travaux et aider à la confection de ce Bulletin.

Nous espérons pouvoir compter sur votre aide et vous adressons nos salutations les plus cordiales,

Stéphane Frioux

Doctorant en histoire contemporaine, UMR CNRS 5190 LARHRA / Université de Lyon

Responsable du laboratoire junior GRAIQUE, ENS LSH, Lyon (<http://pradis.ens-lsh.fr>)

Représentant pour les régions francophones du bureau de la Société européenne d'histoire de l'environnement (ESEH) Stephane.frioux@univ-lyon.fr

SOMMAIRE

<i>Edito</i>	1
<i>Un mot de la présidente de l'ESEH</i>	3
<i>Compte rendu : la conférence internationale de l'ESEH à Amsterdam « Environmental connections » (5-9 juin 2007)</i>	4
La diffusion d'un modèle environnemental. Les marais français et les Néerlandais au 17 ^e siècle	5
Les échanges scientifiques, vecteurs du développement des aquacultures marines au 19 ^{ème} siècle.....	6
L'amélioration de l'environnement urbain français et les échanges en matière de génie sanitaire, 1880-1940.....	8
Le Premier Congrès International pour la Protection des Paysages (1909).....	9
<i>Présentation d'un chantier de recherche :</i>	10
<i>« Risques naturels, Histoire et Société »</i>	10
<i>Le Groupe d'Histoire des Forêts Françaises : 30 ans d'interdisciplinarité</i>	11
<i>Présentation d'un groupe de recherches : le Groupe d'Histoire des Zones Humides</i>	13
<i>Ressources en ligne</i>	14
<i>Appels à communications</i>	16
<i>Agenda</i>	19
<i>Bulletin d'adhésion à l'ESEH</i>	25

Ont collaboré à ce premier numéro : Jean-Michel Derex, René Favier, Patrick Fournier, Stéphane Frioux, Marc Galochet, Olivier Levasseur, Geneviève Massard-Guilbaud, Charles-François Mathis, Raphael Morera.

Un mot de la présidente de l'ESEH

Chers amis historiens,

Je me réjouis que Stéphane Frioux, aidé de quelques amis, se lance dans la réalisation de ce Bulletin auquel je souhaite longue vie ! Les praticiens de l'histoire environnementale sont de plus en plus nombreux en France, et leurs travaux touchent à des domaines extrêmement variés. Ce Bulletin les aidera à entrer en contact les uns avec les autres, à faire connaître leurs travaux, à échanger des idées. Nos collègues néerlandophones en avaient un depuis longtemps, nos collègues italiens aussi, depuis peu, ceux des pays du nord de l'Europe ont une liste de diffusion à laquelle peuvent s'abonner tous les praticiens de l'histoire environnementale... Avec ce bulletin, nous allons nous aussi avoir un support pour faire circuler nos informations en français, grandes ou petites. Puis-je néanmoins vous inciter à consulter aussi le site de l'ESEH <http://eseh.org/> et à lui adresser vos informations d'intérêt international ? L'existence de ce bulletin francophone et le site de l'ESEH n'ont rien de contradictoire, bien au contraire : nous avons besoin de communiquer entre nous, mais nous avons aussi besoin de dépasser des frontières... L'échelle nationale n'est pertinente ni en matière d'environnement ni en matière de recherche en général !

En juin dernier, l'Assemblée Générale de l'ESEH m'a élue à sa présidence pour deux ans, sur proposition du *Nominating Committee*. Proposer mon nom, c'était proposer une Française, et cela m'a fait plaisir, je l'avoue. Car la France n'est pas, loin de là, le pays qui s'est le plus exprimé dans les colloques internationaux d'histoire environnementale. De un ou deux Français lors des premiers, nous sommes passés à une dizaine à Amsterdam en juin dernier. C'est une contribution modeste par rapport à l'importance de nos effectifs universitaires. Malgré cette tendance à bouder les conférences internationales et nos difficultés légendaires à nous exprimer en anglais, la langue officielle de l'ESEH parce que la seule parlée par tous, nos collègues nous font donc malgré tout, confiance, et c'est tant mieux.

Une autre raison de me réjouir de cette présidence française, c'est que la France présente, en matière d'histoire de l'environnement, une certaine spécificité : la place qu'y occupent l'urbain, l'industriel, les techniques, le matériel. Cette place est bien plus importante qu'ailleurs - toujours en proportion. Or je suis convaincue qu'il reste encore du chemin à parcourir pour persuader tous ceux qui ont besoin de l'être que l'histoire l'environnementale ne s'occupe pas seulement de la relation de l'homme à la *nature*... En attendant que les milieux urbains, dans lesquels vit aujourd'hui la majorité de l'humanité, ne soient reconnus par tous comme des environnements dignes d'étude et potentiellement durables, on ne peut que se réjouir que cette spécificité française ne fasse plus peur !

Il est vrai que pour beaucoup de nos collègues étrangers, l'histoire de l'environnement trouve ses origines dans les écrits des historiens de *Annales*. C'est une vision que je ne partage pas, mais ce n'est pas ici le lieu d'ouvrir ce débat... J'essaierai, en tout cas, de représenter dignement la France dans cette tâche de présidence, et d'insuffler à l'ESEH un nouveau dynamisme. Ma tâche sera évidemment facilitée si les chercheurs français sont nombreux à rejoindre la Société. Dans un prochain Bulletin, je reviendrai sur les projets de l'ESEH pour les deux années à venir...

Pour ce qui est de la France, nous avons tenu, l'an dernier, à l'EHESS, une première réunion ouverte à tous ceux qui se réclament de l'histoire environnementale, réunion que beaucoup m'ont dit avoir trouvé utile, ce que confirmait d'ailleurs le nombre non négligeable de collègues qui s'étaient déplacés. Voulons-nous aller plus loin, affirmer la nécessité d'un « regard environnemental » sur l'histoire et la bonne santé de ce champ disciplinaire ? La discussion que nous avons eue de l'après-midi de cette journée de travail n'avait pas débouché sur une initiative concrète. Ce Bulletin en est une. Reprenons le débat dans ses colonnes...

Bien cordialement à vous tous,

Geneviève Massard-Guilbaud, directrice d'études à l'EHESS (massard@ehess.fr)

Compte rendu

La conférence internationale de l'ESEH à Amsterdam : « Environmental connections » (5-9 juin 2007)

Cette conférence internationale, qui fait suite à des manifestations semblables organisées à Saint-Andrews (Ecosse) en 2001, Prague en 2003 et Florence en 2005, a rassemblé environ deux cents communications sur plusieurs grandes thématiques : histoire du climat, de l'environnement aquatique, histoire des ressources et de l'énergie, des modifications environnementales induites par la colonisation, des relations de l'homme à l'animal histoire des forêts, des paysages agraires et de l'usage des sols, histoire urbaine et industrielle, histoire des mouvements et des idées de protection de l'environnement...

Ces divers champs, très éloignés les uns des autres, mais tous considérés comme appartenant à l'histoire de l'environnement, étaient en outre « connectés » par le titre général de la manifestation : « Environmental connections ». Les organisateurs avaient en effet souhaité être en phase avec la montée de la problématique des échanges et de la circulation dans la recherche historique. Diffusion des innovations technologiques ou des idéologies environnementalistes, circulation des *biota* à l'époque des empires coloniaux, étaient les orientations privilégiées de la plupart des sessions retenues par le comité scientifique. Celui-ci a même récompensé une session (« award panel ») sur les échanges de plantes entre Europe et Indes néerlandaises à l'époque moderne.

Outre les sessions de 2 à 4 papiers et une séance de présentation de poster, les organisateurs avaient prévu un moment d'échange avec les responsables de quatre périodiques anglophones, européens et américains : *Environment and History*, *Environmental History*, *Global Environment* et le *Journal of Global History*.

Nous avons souhaité mettre à la disposition de la communauté scientifique francophone un bref résumé des communications que certains des membres français de l'ESEH ont présentées lors de cette conférence : vous les trouverez dans les pages qui suivent. Des comptes rendus plus complets (scientifique et organisationnel) seront prochainement disponibles sur le site internet de l'ESEH.

La prochaine conférence se tiendra à Copenhague en août 2009 à l'université de Roskilde et aura l'appellation de « premier Congrès mondial d'histoire de l'environnement » (www.wceh2009.org). Elle sera organisée sous l'égide du Consortium International des Organisations d'Histoire de l'Environnement (ICEHO). Les propositions de papiers et de posters pourront être faites de novembre 2007 au 31 mars 2008 sur le site de la Conférence et un programme préliminaire sera disponible mi-2008. Nous en reparlerons dans un prochain Bulletin.

La diffusion d'un modèle environnemental. Les marais français et les Néerlandais au 17^e siècle

Résumé de la communication donnée au colloque ESEH d'Amsterdam, juin 2007

Raphaël Morera, doctorant Fondation Thiers – Université Paris 1

raphael.morera@free.fr

Au cours du XVI^e siècle, les Pays-Bas connaissent un important développement économique et démographique. En l'espace d'un siècle, la région s'impose comme un des poumons de la nouvelle économie mondiale désormais résolument tournée vers l'Atlantique. Symbole de cette croissance, la résistance des Provinces-Unies aux Espagnols et la conquête de l'indépendance marque la vigueur d'un modèle économique qui est également environnemental. En effet, l'essor de la région s'est accompagné d'une profonde modification du milieu. La croissance de la population a provoqué une faim de terre considérable, et la mise en culture de terres jusque-là sous l'emprise des eaux. Le développement des polders mais aussi les assèchements des lacs intérieurs ont été rendus possibles par le perfectionnement et la diffusion de techniques hydrauliques spécifiques.

Dès le début du 17^e siècle, la richesse et la puissance néerlandaises sont ainsi associés à la maîtrise de l'eau. S'inspirant de cet exemple, Henri IV favorise à son tour les assèchements de marais et la conquête de terres de nouvelles. Appuyés par une législation favorable, les dessiccateurs entreprennent le drainage de nombreuses zones humides en France. La Normandie, la Picardie, l'Île-de-France, l'Auvergne, la Provence, le Languedoc, la Guyenne, l'Aunis et la Saintonge, et enfin le Poitou sont concernés par ces travaux. Les ouvrages sont menés grâce à la coopération entre des techniciens brabançons puis amstellodamois et des financiers d'origines diverses. Les investisseurs sont dans un premier temps des entrepreneurs flamands et des aristocrates français. Dans les années 1640, ils cèdent leur place à des financiers d'origine hollandaise, mais aussi allemande.

Ces travaux concernent des zones très diverses du territoire, et dans chacune d'entre elles ils ont donné lieu à de profondes modifications du milieu qui marquent encore le paysage et l'environnement. Cela est particulièrement visible dans le Marais Vernier et à Arles. Dans chacun de ces deux cas, le réseau hydraulique mis en place, ou restauré, au 17^e siècle, et par la suite demeuré en place, malgré les nombreux travaux qui y ont été menés depuis. En réalité, depuis le 17^e siècle, c'est le modèle économique et environnemental importé des Pays-Bas qui a été dominant et qui a servi de normes aux aménageurs successifs. Ce n'est que tout récemment, à la faveur de directives européennes, que les différents acteurs ont pris conscience de l'importance des zones humides et envisagent, dans certains cas, de revenir sur la logique d'aménagement héritée de l'époque moderne.

Les échanges scientifiques, vecteurs du développement des aquacultures marines au 19^{ème} siècle.

Résumé de la communication donnée au colloque ESEH d'Amsterdam, juin 2007

**Olivier Levasseur, docteur en histoire, chercheur associé,
Muséum d'histoire naturelle
olivierlevasseur@wanadoo.fr**

Les aquacultures marines se sont développées en France tout au long du 19^{ème} siècle et se sont rapidement répandues dans le monde entier. Or, ce développement ne s'est en aucun cas opéré de manière isolée, mais résulte pour une grande part sur d'intenses échanges scientifiques entre particuliers, comme entre nations, prenant la forme de correspondance, de traductions, de voyages d'observations, de commissions comme d'expositions.

1- Une tradition ancienne

Ces échanges ne sont en aucun cas une nouveauté du 19^{ème} siècle, ils existent depuis fort longtemps et on peut en relever de nombreux exemples tout au long de l'Ancien Régime. Traditionnellement les pêcheurs français accusent leurs voisins britanniques de piller leurs ressources. La commission d'enquête, menée par l'Inspecteur des Pêches Chardon et l'abbé naturaliste Dicquemare, chargée d'enquêter sur la situation de la pêche des huîtres en France dans les années 1780 pointe d'ailleurs du doigt ce qu'ils qualifient de « dévastation ». A cette occasion, ils révèlent les intenses trafics (légaux ou non) qui existent entre la France, l'Angleterre et Ostende. Les parcs de cette ville, établis à partir de 1765, ne font qu'engraisser des huîtres anglaises ou françaises. Elles sont ensuite vendues dans toute l'Europe sous le nom « d'huîtres d'Ostende ». Ce trafic se poursuit jusqu'en 1914.

2- Le tournant français : Victor Coste et le Second Empire

L'arrivée au pouvoir de Napoléon III est, dans le domaine scientifique, le début d'une période-clé. Comme tous les autres pays européens, la France se trouve alors confrontée à une baisse inquiétante des ressources maritimes. Dans une perspective socio-économique de développement des zones littorales et de contrôle des populations riveraines, l'empereur missionne en 1852 Victor Coste, professeur d'embryologie au Collège de France, afin d'observer et d'importer si possible les techniques employées par les Italiens en matière de pisciculture dans la lagune de Comacchio et d'ostréiculture dans le lac Fusaro. A son retour, Coste est convaincu de la viabilité du projet impérial et rédige un important rapport, abondamment illustré.

Cet épisode marque le début d'une intense phase d'expérimentation à partir de 1857, fermement soutenue par le pouvoir impérial, sur l'ensemble du littoral français. Bien qu'une grande part de ces expériences se soldent par de cinglants échecs, elles n'en marquent pas moins la naissance de l'ostréiculture française contemporaine, observée avec une grande attention depuis l'étranger.

Les années 1860 se caractérisent par de nombreuses missions d'observation des exemples étrangers. C'est par exemple en 1862 le lieutenant français de Broca qui est envoyé aux Etats-Unis afin d'y étudier la pêche des huîtres mais également

d'en rapporter des spécimens de mollusques susceptibles d'être acclimatés dans les eaux françaises. En 1864, Franck Buckland, célèbre naturaliste britannique, visite les sites français d'expérimentations ostréicoles dans le but d'importer les méthodes de Coste à Herne Bay, dans l'embouchure de la Tamise. Il est suivi par une très officielle mission du *Board of Trade* britannique en 1868 sur les côtes française, afin, comme il est précisé dans le rapport rédigé à cette occasion, de vérifier si les techniques françaises peuvent être appliquées sur les littoraux du Royaume-Uni.

3- Les différents vecteurs des échanges

Le multiplication des échanges scientifiques s'avère polymorphe : c'est par exemple Coste qui reçoit dans son laboratoire des représentants de divers gouvernements. Chaque nation va s'intéresser tour à tour à aux ostréicultures étrangères. En 1877, le professeur allemand Karl Möbius se penche à son tour sur l'importation potentielle des expériences de Coste sur les côtes du Schleswig-Holstein. En 1884, aux Pays-Bas, le professeur P.C.C Hoek publie un rapport sur l'ostréiculture de l'embouchure de l'Escaut dans lequel il va inclure des commentaires sur les ostréicultures norvégiennes, anglaises et françaises. Enfin, en Autriche, le gouvernement municipal de Trieste charge Rodolfo Allodi d'un enquête sur les côtes françaises, véritable miroir de la mission de Coste de 1852 ! Toutes ces expériences, tous ces échanges sont favorisés par des compte-rendus et/ou par des traductions que l'on trouve en grand nombre dans des publications officielles comme la *Revue Maritime et Coloniale* ou le *Bulletin of Fish and Fisheries commission*, mais aussi dans des revues de sociétés savantes comme la Société Impériale d'Acclimatation ou encore dans des revues de vulgarisation scientifique comme *La Nature*.

La manifestation la plus éclatante de ces échanges se fait à l'occasion des expositions universelles ou des congrès internationaux des pêches maritimes qui permettent à chaque nation d'exposer leur savoir-faire ou leur progrès dans ces domaines.

Une conclusion s'impose au-delà de ces quelques exemples : même si un nationalisme étroit a souvent nié ces connections, et que certaines nations ont totalement réécrit une histoire qui leur donne à elles seules le premier rôle, le développement des aquacultures marines, et en particulier de l'ostréiculture n'a pu se bâtir que sur des échanges internationaux intenses et réciproques.



Une opération de fécondation artificielle à l'Aquarium du Trocadéro. La Science illustrée, 1890 (coll. part.)

L'amélioration de l'environnement urbain français et les échanges en matière de génie sanitaire, 1880-1940

Résumé de la communication donnée au colloque ESEH d'Amsterdam, juin 2007

**Stéphane Frioux, doctorant en histoire, Université de Lyon, UMR CNRS
LARHRA**
stephane.frioux@univ-lyon2.fr

Ce travail part d'un constat présent dans les sources de l'époque : l'assainissement des villes françaises serait en retard sur celui des voisins anglais et allemands. En effet, les principaux ingénieurs et hygiénistes français, à la Belle Epoque, ne cessent de comparer la situation en France avec celle des autres grands pays industrialisés. Comme d'autres champs scientifiques, le génie sanitaire est à l'époque déjà international : on peut donc chercher si le développement de l'assainissement urbain en France, la mise au point de certains procédés, sont liés à un progrès similaire et antérieur dans d'autres pays, ou si au contraire la France s'est trouvée en situation d'innovation.

Les sources utilisées mêlent les diverses échelles d'analyses : échelle internationale des grands congrès et expositions d'hygiène ; échelle nationale des sociétés spécialisées dans le génie sanitaire en France, et des autorités parisiennes ; échelle locale des municipalités qui affrontent un problème d'hygiène urbaine et cherchent à le résoudre.

La diffusion de nouvelles techniques d'épuration de l'eau ou de traitement des déchets passe par une abondante circulation d'hommes et de documents : après une présentation des divers réseaux d'échange, on évoque les correspondances entre villes, les voyages d'étude des ingénieurs et conseillers municipaux, qui, jusque dans certaines petites villes, montrent que l'amélioration de l'environnement est une nécessité que l'on n'affronte jamais dans un contexte strictement local ou national. Les villes britanniques et la cité suisse de Zurich sont très sollicitées par les édiles français et leurs ingénieurs au début du XXe siècle. Dans le même temps, des firmes étrangères tentent de conquérir de nouveaux marchés en proposant leurs systèmes d'épuration des eaux d'égout ou d'incinération des ordures aux municipalités françaises.

Une chronologie, qui demande à être affinée, peut déjà être esquissée : avant la première guerre mondiale, la France se trouve en position de réceptrice, de techniques d'évacuation et de traitement des déchets mises au point au Royaume-Uni et en Allemagne. En revanche, une spécificité apparaît en ce qui concerne le traitement de l'eau potable, beaucoup plus souvent confié à des entreprises françaises, et où existe une innovation proprement française (cas de la stérilisation par l'ozone).

Durant l'entre-deux-guerres, le génie sanitaire devient plus autonome, les villes faisant appel à des entreprises étrangères étant l'exception. Mais les comparaisons défavorables à la France persistent, peut-être à cause d'arbitrages financiers des municipalités qui favorisent d'autres domaines de l'édilité, et à cause d'une discrétion relativement forte de l'Etat central dans le domaine de l'assainissement urbain. L'autonomie des municipalités incite à poursuivre les études sur l'efficacité des réseaux d'échanges d'expériences en matière d'hygiène urbaine.

Le Premier Congrès International pour la Protection des Paysages (1909)

Résumé de la communication donnée au colloque ESEH d'Amsterdam, juin 2007

Charles-François Mathis, docteur en histoire, ATER à l'université Paris IV
cfmathis@hotmail.com

La Société pour la Protection des Paysages de France (SPPF), imaginée par le poète Jean Lahor, voit le jour en juillet 1901, grâce au soutien de quelques figures de la littérature comme Sully Prud'homme ou Frédéric Mistral. Son premier coup d'éclat est le vote, en 1906, d'une loi sur la protection des paysages, grâce à l'action de son influent président, Charles Beauquier. Sur cette lancée, la SPPF décide, en 1907, d'organiser un congrès international pour la protection des paysages. Prévu en 1908, il se tient finalement du 17 au 21 octobre 1909 à Paris. En invitant toutes les associations protégeant, dans leur pays, le patrimoine naturel ou historique, la SPPF vise deux objectifs : éveiller l'opinion publique à ces questions ; renforcer les liens internationaux, en s'inspirant des exemples étrangers, notamment sur le plan législatif. Il s'est agi aussi, brièvement, de préparer la conférence mondiale sur la protection des ressources naturelles, voulue par Roosevelt en janvier 1909 – avant que son successeur, Taft, ne renonce au projet. Les séances de travail, au cours desquelles chaque délégué présente les actions engagées dans son pays, recouvrent différents aspects : protection et législation ; forêts ; paysages ruraux ; paysages urbains ; paysages, sciences et arts.

La principale question soulevée par ce congrès porte sur son impact : donne-t-il un élan nouveau au mouvement environnemental à l'échelle internationale, comme le prétendent les thuriféraires de la SPPF, ou n'est-il que l'aboutissement de contacts et de politiques mis en œuvre auparavant ? Les dirigeants de la SPPF ont su en effet s'associer très tôt à divers mouvements « environnementaux » : ils convient ainsi le Touring Club de France et la fédération régionaliste à l'organisation du congrès de 1909, et entretiennent des liens avec le Club Alpin ou la Société des Amis des Arbres ; sur le plan international, ils participent à de nombreuses autres conférences. Deux exemples étrangers surtout semblent marquer la SPPF. L'Angleterre est souvent mise en avant, en particulier à travers les actions de la *Society for Checking the Abuses of Public Advertising* (SCAPA) ; mais elle est finalement assez mal connue et aucun délégué anglais ne participe au congrès, où on se borne à lire un compte-rendu envoyé par Richardson Evans, secrétaire général de la SCAPA. C'est l'exemple allemand, à travers le Dr Conwentz et sa conception très extensive de la protection environnementale, s'étendant à tout ce qui concerne l'identité nationale, qui au bout du compte semble le plus influent sur le congrès de 1909.

Les conséquences de ce dernier, du point de vue de la SPPF, sont finalement assez décevantes : ce n'est qu'en 1912 – en non en 1911 comme on l'espérait – qu'une nouvelle conférence internationale est organisée en France, et elle se fait sans les délégués de la SPPF ; il en est de même en 1913. Le contexte international n'est pas seul en cause, puisque d'autres délégués français assistent à la réunion de 1912... Par ailleurs, aucune dynamique internationale n'est engagée à la suite du congrès de 1909 : c'est là l'échec majeur, dû sans doute à l'absence d'une structure générale apte à promouvoir des projets d'envergure internationale. Celle-ci est proposée, mais elle se heurte à une ambiguïté fondamentale : alors qu'on insiste, notamment dans la lignée de la conception allemande du *Heimatschutz*, sur la valeur *nationale* des monuments naturels ou historiques que l'on souhaite protéger, la mise en place d'un mouvement international présente quelques difficultés. On ne peut guère qu'échanger des expériences, notamment législatives. Quant à éveiller l'opinion publique à ces problématiques, là encore, l'action prend essentiellement une tournure nationale. En France, la conférence organisée par la SPPF semble s'être attirée la sympathie de la plupart des commentateurs, mais sans que l'on s'y attarde indûment, dans un contexte politique plutôt troublé.

Présentation d'un chantier de recherche : « Risques naturels, Histoire et Société »

René Favier, Professeur d'histoire moderne, Université Pierre Mendès-France (Grenoble), UMR LARHRA, Rene.Favier@upmf-grenoble.fr

Les travaux menés sur les inondations, les avalanches ou les séismes intègrent de manière commune une collecte de données historiques sollicitées pour préciser l'impact des catastrophes anciennes et analyser les phénomènes de récurrence.

La place des historiens ne saurait pourtant se résumer à une fonction de technicien des archives et de pourvoyeurs de données, et la recherche sur les risques naturels déboucher uniquement sur la seule histoire du climat ou de l'environnement. Cette dernière interroge bien au-delà de la chronologie des seuls événements

Il revient à l'historien d'inscrire les événements dans leur temps pour mieux comprendre les réactions des communautés face aux risques, de déterminer comment et pourquoi une communauté retient ou oublie, transmet ou modifie le souvenir d'événements exceptionnels ainsi que les solutions adoptées au fil du temps pour y faire face. Il importe de saisir les évolutions, les points de rupture à la fois dans la réalité et dans la perception du risque, par rapport à l'évolution générale de la société globale (conditions politiques, économiques, techniques, culturelles...) comme du contexte précis du risque et des groupes étudiés. Il faut bien entendu tenir compte des différents acteurs : habitants, décideurs locaux, experts extérieurs. Au-delà, bien d'autres questions peuvent se poser : les changements économiques induits par les catastrophes, le mode de gestion de la catastrophe par les pouvoirs publics...

Bibliographie :

- Favier René et Granet-Abisset Anne-Marie, *Histoire et mémoire des risques naturels*, (avec A.-M. Granet-Abisset dir.), Grenoble, MSH-Alpes, 2000, 288 p. (<http://www.msh-alpes.prd.fr/Publications/HistoireRisques.htm>)
- Granet-Abisset Anne-Marie et Brugnot Gérard, *Avalanches et risques. Regards croisés d'ingénieurs et d'historiens*, Grenoble, MSH-Alpes, 2002, 182 p. (<http://www.msh-alpes.prd.fr/Publications/Avalanches.htm>)
- Favier René, *Les pouvoirs publics face aux risques naturels dans l'histoire*, Grenoble, MSH-Alpes, 2002, 444 p. (<http://www.msh-alpes.prd.fr/Publications/Pouvoirshistoire.htm>)
- Favier René et Granet-Abisset Anne-Marie, *Récits et représentations des catastrophes naturelles depuis l'Antiquité*, (avec R. Favier dir.), Grenoble, MSH-Alpes, 2005, 404 p. (<http://www.msh-alpes.prd.fr/Publications/Recitscatastrophes.htm>)

Séminaire à venir : Grenoble, Maison des Sciences de l'Homme – Alpes, 7 décembre 2007, *La naissance de l'expertise*

Le Groupe d'Histoire des Forêts Françaises : 30 ans d'interdisciplinarité

Marc GALOCHET, Maître de conférences à l'Université d'Artois

Secrétaire général du GHFF¹

Marc.Galochet@univ-artois.fr

Le *Groupe d'Histoire des Forêts Françaises* (GHFF) a été fondé en 1980 à l'initiative de quelques historiens et géographes s'intéressant à l'environnement et plus particulièrement aux forêts. Depuis sa création, le GHFF est hébergé dans les locaux de l'Institut d'Histoire moderne et contemporaine de l'École normale supérieure de Paris. Ce groupe, présidé par Andrée Corvol depuis 1989, compte aujourd'hui 200 membres environ, dont plusieurs collègues européens, suisses, italiens, espagnols, allemands et belges représentant diverses disciplines. Certains sont ethnologues ou sociologues, d'autres sont juristes, botanistes ou biogéographes. L'association s'est progressivement ouverte aux praticiens en attirant notamment des administrateurs et des sylviculteurs, et s'est également affiliée à l'Union Internationale des Instituts de Recherche Forestière (IUFRO), à la Fédération Européenne pour l'Etude de l'Environnement (FERN), ainsi qu'à la Société Européenne pour l'Histoire de l'Environnement (SEHEN). Ainsi, le périmètre de la nébuleuse est beaucoup plus large qu'il n'y paraît en réunissant quelque cinq cents personnes adhérents fidèles et participants occasionnels.

Fonctionnant comme un véritable laboratoire de recherche, le GHFF a su développer un contexte stimulant d'interdisciplinarité et d'émulation scientifique extraordinaire en fédérant ses membres autour d'une activité riche et intense valorisée par des manifestations nombreuses et des publications régulières : le *Bulletin d'information du GHFF* annuel depuis 1982, le *Cahier d'études Environnement, Forêt et Société, XVI^e-XX^e siècle* de la journée d'études, édité en janvier de chaque année depuis 1990, et les actes du colloque national ou international organisé tous les trois ans depuis 1985 alternativement à Paris et en province.

Les travaux du GHFF sont nombreux et variés, mais l'orientation scientifique reflète parfaitement les préoccupations actuelles de la société, inquiète de la dégradation de l'environnement, qui milite pour préserver et améliorer le patrimoine sylvicole. A partir d'une approche historique de l'environnement forestier, le GHFF cherche à mieux comprendre la diversité des facettes de la forêt et la complexité du sylvosystème et de son évolution. C'est dans l'éclairage de ces données et des comportements qu'elles occasionnent qu'intervient notre association. Quelles pistes le GHFF a-t-il privilégié ces dernières années ? Ses travaux ont essentiellement porté sur les rapports tissés entre la société et les milieux qu'elle exploite, façonne et modifie. Cela a conduit ses membres à s'interroger sur les différentes définitions applicables à la forêt. Aucune ne rend parfaitement compte de la complexité du puzzle de parcelles, de formations, de pratiques et d'usages qui constitue un espace forestier. De ce fait, la forêt n'est jamais réduite à une surface arpentée et structurée,

¹ Pour plus de renseignement consulter le site Web du GHFF à l'adresse suivante : <http://www.ghff.ens.fr>

laquelle subirait sans ménagement l'action immodérée de la hache du paysan inconscient simultanément déboiseur et défricheur : les deux termes sont volontiers confondus, à tort d'ailleurs, mais cette déviance se comprend lorsqu'on songe aux images puissantes que font naître les terres labourables, la zone vivrière par excellence.

Au travers des colloques et journées d'études organisés par le GHFF, on peut discerner plusieurs approches complémentaires correspondant aux diverses dimensions de la forêt considérée comme un sylvosystème construit par la société au cours de l'histoire.

- La *dimension culturelle* qui explore les champs idéologiques, psychologiques, émotionnels et esthétiques fondés sur le code de perceptions et de représentations, tant dans le réel que dans l'imaginaire, propre à chaque société.
- La *dimension sociologique* qui cherche à comprendre les relations entre l'homme et la nature, les pratiques et les usages de la forêt.
- La *dimension scientifique* avec la sylviculture qui s'appuie sur les sciences de la nature pour améliorer le rendement de la forêt.
- La *dimension technique* avec l'exploitation du bois qui obéit à des règles précises, élaborées selon les besoins d'une catégorie sociale dominante tant par son nombre que par son pouvoir. Les bouleversements démographiques et politiques impliquent ainsi des ajustements générateurs de conflits nécessitant une législation propre à la forêt.
- La *dimension économique* en considérant la forêt comme ressource de biens marchands qui alimentent la filière bois. Une facette de cette dimension économique est le transport ligneux qui modifie radicalement les conditions de la concurrence. Si elle jouait naguère entre marchands de bois d'une même contrée, elle oppose aujourd'hui les firmes multinationales entre elles.

La diversité des approches des travaux du GHFF reflète bien la complexité et l'ambivalence de la forêt considérée à la fois comme ressource économique à valoriser et comme patrimoine naturel à protéger. Forte de son interdisciplinarité depuis bientôt 30 ans, l'association du GHFF peut explorer toutes les dimensions de la forêt en regroupant de nombreux chercheurs de toutes disciplines et en attirant un auditoire amical et passionné dans une enceinte où la parole de chacun est libre et respectée.

Présentation d'un groupe de recherches : le Groupe d'Histoire des Zones Humides

Le Groupe d'Histoire des Zones Humides regroupe géographes, archéologues, historiens, et souhaite encourager la recherche et l'échange des connaissances historiques des zones humides. Son champ d'étude est très vaste puisque la période étudiée va de la préhistoire à nos jours.

Ce carrefour d'échanges a pour but de réunir des chercheurs et étudiants en sciences de l'Homme et de la Société, en Sciences de la Vie, ainsi que les gestionnaires et usagers de ces espaces.

Les membres du Groupe d'Histoire des Zones Humides reçoivent son annuaire et ses publications et participent à ses sorties de terrain, journées d'études et colloques annuels.

Les 5 axes de réflexions privilégiés sont :

- Genèse et évolution des zones humides
- Représentations des zones humides
- Economies des zones humides
- Usages, pratiques et conflits : la politique de l'eau
- Santé, hygiène humaine et animale

Les premières journées d'étude ont eu pour thème « les productions des étangs » (2004 et 2005), « le marais, le militaire et la guerre » (2006) et « zones humides et climat » (2007).

Un colloque international, « Les zones humides européennes : espaces productifs d'hier et d'aujourd'hui », s'est tenu dans la ville du Blanc (Indre, située dans le PNR de la Brenne) en octobre 2005. Ses actes ont été publiés.

Enfin, un nouveau colloque, « Histoire de la tourbe et des tourbières » s'est tenu à Laon du 15 au 17 octobre 2007, avec pour thèmes :

- L'exploitation de la tourbe, nature, répartition géographique et techniques d'exploitation
- La tourbe et ses usages
- La tourbe et les sociétés
- Mémoire, perceptions de la tourbe et des tourbières

Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le site internet du groupe, qui sera prochainement réactualisé et refondu : <http://www.ghzh.fr> ou contacter directement son président : jean-michel.derex@noos.fr

Ressources en ligne

1/ La liste de diffusion « h-environnement » : <http://www.h-net.org/~environ/>

C'est un portail international – mais dont la dynamique est plutôt américaine – sur lequel se font des annonces de conférences, de projets de panel pour colloques, des discussions sur des questions bibliographiques, des comptes rendus d'ouvrage, etc. On y trouve même des plans de cours sur l'histoire de l'environnement (section « Teaching and Studying / Course Syllabus Library » : à quand la même chose en Français ?)

2/ Le site de l'ESEH (www.eseh.org) renvoie à un certain nombre de sites internationaux sur l'histoire de l'environnement et contient des documents sur les conférences biennuelles depuis 2001. Il a fourni pendant quelques années une bibliographie internationale en histoire de l'environnement, dont la mise à jour est actuellement interrompue (<http://eseh.org/resources/bibliography/>). Le nouveau bureau de l'ESEH, élu en juin 2007, a annoncé son intention de tout faire pour la remettre en route.

En attendant, nous vous invitons à consulter la bibliographie de la Forest History Society, en consultation libre et qui est à l'heure actuelle la plus importante au monde en histoire environnementale :

(<http://www.foresthistory.org/Research/biblio.html>)

Nos collègues germanophones pourront aller également consulter la base de données du Centre autrichien pour l'histoire de l'environnement à l'adresse suivante : <http://www.iff.ac.at/umweltgeschichte>

3/ Chaire de recherche en histoire environnementale du Québec

La Chaire de recherche du Canada en histoire environnementale du Québec, dont le titulaire est Stéphane Castonguay, Professeur au département des sciences humaines à l'Université du Québec à Trois-Rivières depuis 2001, met à la disposition des chercheurs une base de données bibliographiques sur l'histoire de l'environnement au Canada. L'objectif de cette base est de fournir une couverture exhaustive des thèmes propres à l'histoire environnementale.

Pour la constitution de la bibliographie, les auteurs précisent avoir opté pour une définition élargie de l'histoire environnementale, soit l'étude des interactions entre la société et ses milieux biogéophysiques, sous leur dimension diachronique, sur les plans matériel, organisationnel et symbolique :

http://www.cieq.uqtr.ca/fci_hec/index.php

4/ Le site <http://www.eh-resources.org> , conçu et animé par un dynamique docteur en histoire, Jan Oosthoek, qui a été secrétaire général et vice-président de l'ESEH, contient des « podcasts » sur des thèmes d'histoire environnementale, des liens bibliographiques, et même des articles en ligne, librement téléchargeables. Saluons son initiative !

5/ Le site du « Global Fisheries History Network »

(<http://www.fimus.dk/GFhn/gfhn.htm>), hébergé au Danemark, qui publie des bulletins (3 numéros par an) consacrés à l'histoire des pêches. Il propose un certain nombre de liens vers des sites de centres de recherches ou de projets concernant l'histoire maritime et l'histoire de la pêche. Parmi eux, un projet transatlantique, bilingue et franco-canadien, concernant l'histoire des aquacultures, <http://kinsey.schema.ca/HAJRP/HAJRP.html> .

6/ Enfin, Olivier Levasseur nous signale qu'en France, l'IFREMER propose sur son site une base de données, « Archimer », à l'adresse suivante :

<http://www.ifremer.fr/docelec/liste.jsp?onglet=domaine&periode=annee&limite=0&tri=date&format=liste&pos=0>



***L'ostréiculture bretonne et ses « parqueuses » sur le Trieux vers 1894
(collection O. Levasseur)***

Appels à communications

Les inégalités environnementales et sociales dans la ville depuis 1800

9e conférence internationale d'histoire urbaine (Lyon, France, 27-30 août, 2008)

Main Session organisée par Geneviève Massard-Guilbaud (EHESS, Paris) et Richard Rodger (University of Edinburgh). Langues : français ou anglais

Date limite : 1^{er} décembre 2007

Les populations urbaines les plus modestes sont aussi celles qui vivent dans les environnements les plus dégradés et souffrent le plus des problèmes d'environnement. Les recherches en cours sur la qualité de l'air, les inondations et les risques liés à l'industrie montrent que les populations défavorisées vivent deux fois plus souvent que les autres à proximité d'une industrie polluante, et que les enfants des familles dont les revenus sont les plus bas ont cinq fois plus de chance de perdre la vie dans un accident de la route que ceux des familles vivant dans des secteurs favorisés. Aujourd'hui encore, près de 90 % des industries londoniennes les plus polluantes sont situées dans des quartiers dont les habitants ont des revenus inférieurs à la moyenne. En France, 45 % des habitants des zones urbaines dites sensibles souffrent d'un bruit excessif, et 42 % de ces populations vulnérables sont exposées aux risques industriels, soit deux fois plus que celles d'autres quartiers. L'objectif de ce panel est d'explorer la dimension historique de ces problèmes.

Les origines des inégalités environnementales sont complexes. Bien qu'un certain nombre d'études aient commencé à explorer la façon dont de telles inégalités se sont développées, ce champ de recherche demeure insuffisamment développé. Cette session vise à sensibiliser les historiens à cette question. Elle veut favoriser la comparaison entre pays et, à l'intérieur de chaque pays, entre différentes nuisances ou pollutions. Nous souhaitons une session aussi pluridisciplinaire que possible, et une attention particulière aux méthodologies susceptibles de permettre de progresser sur ces sujets.

Des communications portant sur l'un des sujets suivants sont les bienvenues :

1. Les inégalités causées par une quelconque forme de problème environnemental
2. Les maladies liées à l'environnement
3. La relation entre inégalités sociales et inégalités environnementales
4. Les catégories d'urbains les plus affectées ou les moins susceptibles de résister aux nuisances environnementales
5. Le rôle joué par le mouvement ouvrier, les associations ou autres institutions en matière d'inégalités environnementales
6. Les politiques (publiques ou privées) visant à compenser ou réparer les dommages environnementaux subis par des groupes sociaux particuliers
7. Les innovations technologiques visant à réduire les inégalités environnementales.
8. Les méthodologies ou théories visant étudier les problèmes environnementaux

dans leurs relations avec les inégalités sociales — relations entre intérêts publics ou privés, concept de bien commun... par exemple.

9. Le concept de « justice environnementale » : un outil conceptuel approprié pour la recherche historique ?

10. La relation — si relation il y a — entre inégalités sociales et environnementales et justice sociale et environnementale.

Envoyer un résumé d'une page de la communication proposée, accompagné d'un bref CV à chacun des deux organisateurs de la session avant le 1^{er} décembre 2007. Les auteurs de proposition recevront une réponse avant le 31 décembre 2007. Les jeunes chercheurs et les communications comparatives seront particulièrement bienvenus. Pour toute précision complémentaire, contacter les organisateurs ou voir le site de la conférence : <http://eauh.ish-lyon.cnrs.fr>

Richard Rodger (richard.rodger@ed.ac.uk)

Geneviève Massard-Guilbaud (massard@ehess.fr)



Les inondations de 1910 à Paris (collection S. Frioux)

Comparer les villes, hier et aujourd'hui : les sources d'une histoire comparée des villes européennes (services urbains et travaux publics, XVIIIe-XXe siècles)

9e conférence internationale d'histoire urbaine (Lyon, France, 27-30 août, 2008)

Main Session organisée par Denis Bocquet et Stéphane Frioux

Pour pratiquer une histoire comparée des villes européennes, ou simplement dépasser les limites de la comparaison-juxtaposition, il convient, au-delà de l'utilisation de sources locales selon une méthode définie, d'exploiter des documents produits par des organismes étatiques ou interétatiques ou par des fédérations de communes.

Cette session veut explorer l'enjeu d'une histoire comparée des villes européennes à partir de l'exemple des services urbains, des réseaux techniques, des grands équipements collectifs et des travaux publics, aspects de la vie urbaine sur lesquels de nombreux documents comparatifs ont été produits depuis l'époque moderne. Nous souhaitons privilégier les travaux qui, exploitant les revues d'information municipale, les rapports d'enquête, la circulation des idées d'ingénierie urbaine, pourront permettre de dépasser une approche trop souvent monographique.

Il s'agit de plus, désormais, d'inscrire les études sur les circulations dans un ancrage territorialisé. On s'intéressera donc autant aux conditions de production des enquêtes qu'aux précautions méthodologiques qu'elles imposent et aux pistes qu'elles invitent à suivre. Les communications pourraient ainsi rendre compte de la façon dont l'histoire d'une innovation peut conduire à reconstituer un tableau d'ensemble à l'échelle continentale, et vice-versa.

Nous aimerions mettre en œuvre cette réflexion en rassemblant des chercheurs travaillant dans différents pays, aussi bien à propos des grandes métropoles que des villes plus petites, et pourquoi pas désireux de prolonger la réflexion dans un groupe de recherche structuré. La ville de Lyon, qui se voulait l'exemple de la "Cité moderne" à la veille de la Première Guerre mondiale, en menant notamment une intense politique d'échanges avec les autres métropoles européennes, sera un cadre idéal pour cet atelier.

Comme pour la proposition précédente, envoyer un résumé d'une page de la communication proposée, accompagné d'un bref CV avant le 1^{er} décembre 2007.. Les jeunes chercheurs et les communications comparatives seront particulièrement bienvenus. Pour toute précision complémentaire, contacter stephane.frioux@univ-lyon2.fr ou voir le site de la conférence : <http://eauh.ish-lyon.cnrs.fr>

Agenda

SÉMINAIRE

**MSH de Clermont-Ferrand, Séminaire du programme « au fil de l'eau »
Vendredi 30 novembre 2007**

Maison des Sciences de l'Homme, Salle 220

L'EAU ET LE RISQUE DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS

Organisation : Christèle Ballut (UMR 6042 GEOLAB), christeleballut@hotmail.com
& Patrick Fournier (Université Blaise Pascal, Centre d'Histoire « Espaces et Cultures »), patricfournier@aol.com

L'eau, ressource indispensable, constitue aussi un danger : raz-de-marée, inondations et ennoïement, dégradation ou putréfaction des matières et propagation des maladies constituent des risques majeurs qui sollicitent l'imaginaire et incitent à la mise en œuvre de formes de protection diverses. Toutefois, opposer usages et dangers de l'eau n'est pas une démarche totalement satisfaisante car l'occupation et l'utilisation de l'espace dépendent du rapport apprécié entre avantages recherchés et risques encourus. Le risque apparaît dès lors comme une contrainte acceptée, voire construite. Les études menées sur l'environnement et sur les catastrophes dans différentes disciplines (histoire, géographie, droit, économie, sociologie) fournissent des méthodes d'évaluation du risque et de réaction sociale face au danger. Les modalités de la prise en compte des risques liés à l'eau ont fortement évolué en fonction des configurations sociales, économiques et techniques dont les inflexions et les ruptures ont construit notre mémoire et nos savoirs : choix spontanés ou planifiés de l'implantation de l'habitat et des activités humaines, développement de l'expertise juridique dès la fin du Moyen Âge, évolution des conceptions des ingénieurs de la période moderne, impact des révolutions technologiques, industrielles et agricoles depuis le XIXe siècle. Par-delà la question spécifique de la gestion des ressources hydrauliques, l'interrogation portera sur la manière dont se transforme l'expertise sur l'espace et sur la prise en compte des contraintes environnementales depuis l'Antiquité. La réflexion portera aussi sur le rôle des interventions humaines dans l'aggravation des risques. L'évaluation du rapport entre risques encourus et gains attendus a évolué dans le temps mais a fait l'objet de débats anciens qui peuvent éclairer les acteurs contemporains de la gestion de l'eau..

L'EAU ET LE RISQUE DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS : PROGRAMME

9 H – Patrick Fournier (CHEC), Christèle Ballut (UMR 6042 GEOLAB), Présentation de la journée

INONDATIONS ET RISQUES HYDROLOGIQUES

Raphaël Paris (UMR 6042 GEOLAB), « Les tsunamis en Indonésie : interroger le passé pour aborder les risques futurs »

Christophe Jorda (UMR 5140 Archéologie des sociétés méditerranéennes), « Peuplement des milieux fluvio-lagunaires languedociens depuis le Néolithique : quelle gestion des risques? »

Cyril Castanet (doctorant, Université Paris I, UMR 7041 ArScAn et UMR 8591), « Interactions sociétés - milieux fluviaux dans la plaine d'inondation de la Loire moyenne durant le Moyen Âge et la période moderne : le cas du val d'Orléans »

10 H 45 – 11 H - Pause

11 H

René Favier (Université Grenoble II, MSH Grenoble), « Anthropisation et environnement. La menace d'inondation dans la France d'Ancien Régime »

Hugo Billard (doctorant, EHESS), « Les inondations à Paris (XVIIIe – XXe siècles) : la gestion d'un risque »

12 H - Repas

POLLUTIONS, DEGRADATIONS : LES EFFETS ET LA QUALITE DE L'EAU EN QUESTION

14 H

Bruno Phalip (Université Blaise Pascal, CHEC), Marie-Françoise André (Université Blaise Pascal, UMR 6042 GEOLAB), « L'eau : un risque pour le monument »

Patrick Fournier (Université Blaise Pascal, CHEC), « Les pollutions de l'eau : l'expertise du risque du XVIe au XIXe siècle »

15 H – 15 H 30 - Pause

15 H 30

Stéphane Frioux (doctorant, Université Lyon 2, UMR 5190 LARHA), « Combattre les maladies hydriques. La quête de l'eau pure en ville sous la IIIe République (techniques, expertises et politiques éditoriales) »

Jean-François Malange (doctorant, Université Toulouse II, UMR 5136 FRAMESPA), « Risque perçu et risque vécu : les pêcheurs à la ligne et la pollution des cours d'eau en France aux XIX^e et XX^e siècles »

16 H 30 – 17 H - Conclusion et débats

SÉMINAIRE

Histoire de l'environnement urbain et industriel

Paris, 11 mars 2008 : 5^e Séminaire d'histoire de l'environnement urbain, co-organisé par le Centre d'histoire des techniques et de l'environnement (CDHTE) du CNAM et le Laboratoire Théorie des Mutations Urbaines, UMR AUS 7136.

Contact : sabine.barles@univ-paris8.fr

Paris, 15 avril 2008 : Séminaire d'histoire de l'environnement industriel organisé par le Centre d'histoire des techniques et de l'environnement du CNAM

Contact : Laurence Lestel (lestel@cnam.fr)

SÉMINAIRE

« Perspectives environnementales sur l'histoire contemporaine » (XVIIIe-XXe siècles)

Geneviève Massard-Guilbaud
les jeudi de 17h-19h ou 17h-21h à partir du 8 novembre
EHSS, salle 507, 5e étage, 54 boulevard Raspail 75006 Paris
séminaire ouvert à tous, programme sur demande à massard@ehess.fr

COLLOQUE INTERNATIONAL

5^e table-ronde internationale d'histoire de l'environnement urbain : "La place de la ville dans l'histoire de l'environnement", Berlin, 3-6 juillet 2008

Les quatre premières tables rondes internationales d'histoire de l'environnement urbain ont traité d'enjeux environnementaux caractéristiques des villes européennes : la pollution (Clermont-Ferrand, 2000), les ressources (Leicester, 2002), les problèmes environnementaux des villes contemporaines (Sienne, 2004), la matérialité urbaine (Paris, 2006). Sur la base de ces discussions, la 5^e table ronde souhaite aborder des questions plus transversales concernant la place des villes dans l'histoire de l'environnement. Le nombre de participants est limité à une cinquantaine, celui des communications à une trentaine. Pour plus de précisions, contacter Christoph Bernhardt : bernhardt@irs-net.de

COLLOQUE INTERNATIONAL

TERRAINS COMMUNS, REGARDS CROISÉS INTÉGRER LE SOCIAL ET L'ENVIRONNEMENTAL EN HISTOIRE

*Colloque international
organisé par le Centre de Recherches Historiques
École des Hautes Études en Sciences Sociales
Paris, 11-12-13 Septembre 2008*

Plusieurs articles historiques récemment parus sont revenus sur la question de la nature de l'histoire de l'environnement, sur ses objets ou sur ses relations avec des champs de recherche proches. Ce colloque entend se situer dans ce débat en montrant qu'il est possible et nécessaire de porter sur des champs traditionnels de l'histoire économique et sociale un « regard environnemental » et qu'il est aussi possible et nécessaire de donner toute sa place au social dans l'histoire environnementale.

En effet, à l'heure où le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et d'autres problèmes écologiques encore constituent pour l'humanité des défis majeurs, menaçant à la fois le présent et le futur, il ne nous paraît plus possible d'écrire une histoire économique et sociale qui n'intègre pas la dimension environnementale. Parce que nos sociétés affrontent aujourd'hui les conséquences souvent dramatiques de choix faits par le passé dans les domaines de l'énergie, des technologies, de l'agriculture, de l'industrie, de l'urbanisation, de la consommation, etc., nous avons besoin d'une histoire qui éclaire la façon dont se sont construites les situations insoutenables que nous connaissons dans ces domaines. L'écriture de cette histoire passe par la relecture de nombreuses questions supposées bien connues, et par le développement de fortes connections entre histoire économique et sociale et histoire environnementale.

De la même façon, nous ne pouvons nous contenter d'une histoire de l'environnement qui se focalise uniquement sur la nature ou sur l'évolution du rapport de l'homme à la nature, sur le rôle de l'homme dans les changements climatiques ou dans la disparition des espèces. Quelle que soit la légitimité de ces thèmes de recherche, nous avons également besoin de recherches qui accordent une place importante aux dimensions sociale et économique des problèmes environnementaux. Les changements environnementaux, par exemple, n'affectent pas de la même façon toutes les populations : hommes et femmes, jeunes et vieux, « blancs » et « gens de couleur », quartiers résidentiels ou défavorisés ne sont pas touchés de la même façon. Les interférences de ces facteurs avec les problèmes environnementaux sont rarement dues au hasard. Elles sont, bien plus souvent, le résultat à long terme d'un ensemble de facteurs économiques, sociaux et culturels. Nous avons encore beaucoup à apprendre sur la façon dont l'énergie, les ressources naturelles, les risques... ont été distribués entre les différentes populations, qu'elles soient urbaines ou rurales. Progresser sur ce terrain suppose la mise en œuvre des savoir-faire de l'histoire économique et sociale.

Le moment est donc venu, pour l'histoire environnementale, de s'emparer des outils, des méthodes et des concepts de l'histoire économique et sociale — et vice

versa. Non que rien n'ait été fait dans ce sens à ce jour. Mais nous avons besoin d'aller plus loin encore, et de renforcer la communication entre ces deux sous-disciplines, pour leur plus grand bénéfice à toutes les deux.

Les propositions de communication pourront porter sur les domaines les plus variés de l'histoire sociale ou environnementale, sous réserve de répondre au souci d'interconnexion entre ces deux domaines. La liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple, elle n'est pas exhaustive. Les sessions seront définies en fonction des propositions reçues :

- Genres, classes, races et problèmes ethniques
- Populations et migrations
- Résistances, luttes contre les inégalités environnementales
- Paysages et mémoire ; environnement et identité
- Logement, planning, assainissement, santé publique
- Industrie, consommation, entreprises
- Ressources naturelles, énergie, transport
- Risques, catastrophes, pollution de l'eau, de l'air, du sol
- Travail, lieux de travail, maladies professionnelles
- Pratiques agricoles, problèmes fonciers, enclosures
- Loisir et tourisme
- Sources et méthodes

Un programme préliminaire sera fourni en février 2008. Les inscriptions seront également ouvertes à cette date, et toutes les informations pratiques fournies. Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec l'un des organisateurs massard@ehess.fr ou s.mosley@leedsmet.ac.uk

COLLOQUE INTERNATIONAL

DES MILIEUX AUX TERRITOIRES FORESTIERS : ITINERAIRES BIOGEOGRAPHIQUES

***Colloque international en l'honneur de Jean-Jacques Dubois
Lille, 15-17 octobre 2008***

Co-organisé par :
EA 2468 Dynamique des réseaux et des territoires (Artois)
EA 4019 Territoires, Villes, Environnement, Société (Lille-I)
UMR 8185-CNRS Espaces, Nature et Culture (Paris-IV)

Le titre de ce colloque, « *Des milieux aux territoires forestiers : itinéraires biogéographiques* », résume non seulement cette évolution de la biogéographie française au cours du XX^e siècle, mais correspond également au parcours d'un certain nombre de géographes, comme Jean-Jacques Dubois qui a plus particulièrement contribué à développer un courant de recherche novateur et fédérateur consacré à la biogéographie historique. La dimension historique donne

une clé d'interprétation supplémentaire dans la compréhension des forêts, résultant d'une très longue interaction entre les sociétés et leur milieu. Ce colloque sera l'occasion de saluer la belle carrière d'enseignant-chercheur de Jean-Jacques Dubois, aujourd'hui Professeur émérite à l'Université des Sciences et Technologies de Lille-I.

Ce colloque qui donnera lieu à des communications en salle et à une excursion sur le terrain, a pour ambition de dresser un bilan de principaux thèmes de recherche développés en biogéographie au cours de ces dernières années, de retracer les itinéraires scientifiques empruntés et les postures épistémologiques adoptées, et de dégager des perspectives en ce début de XXI^e siècle. Une approche prospective orientera alors la discussion vers l'appréciation des enjeux liés à l'évolution des discours abordant notamment la notion de développement durable ou de gestion intégrée des territoires.

Quatre thèmes seront développés au cours de ces trois journées de colloque, dont une journée entière d'excursion en forêt de Mormal dans le Nord-Pas-de-Calais.

Thème 1 : *La biogéographie historique des forêts*

Thème 2 : *Les forêts entre nature et société*

Thème 3 : *Territoires forestiers, territoires des forestiers ?*

Thème 4 : *Quelle biogéographie pour demain ?*

Organisateurs du colloque :

Marc GALOCHET (Université d'Artois), Marc.Galochet@univ-artois.fr

Eric GLON (Université Lille-I) Eric.Glon@univ-lille1.fr

Secrétariat du colloque :

Nadège DEVAUX et Claire JUSSEAU EA 4019 TVES (Lille-I) claire.jusseau@univ-lille1.fr



Le Congrès de l'Arbre et de l'Eau

Le Congrès de l'Arbre et de l'Eau eut lieu en Limousin à partir de 1907 et jusqu'à la fin des années 1930 (photo coll. part.)



ESEH membership application form

Vous pouvez adhérer à l'association en imprimant et en complétant ce formulaire, puis en l'envoyant à l'adresse du trésorier de la société, indiquée ci-dessous. L'adhésion est de 20 euro par an, 10 euro pour les étudiants (en envoyant une photocopie de la carte d'étudiant). Le mode de paiement préféré est la carte de crédit.

Vous pouvez également adhérer en ligne, sur le site de l'ESEH : <http://eseh.org/membership/>

L'adhésion donne le droit de consulter gratuitement en ligne les numéros de l'année en cours de la revue britannique *Environment and History*.

Envoyer le tout à :

Ulrich Koppitz, ESEH
Inst. f. History of Medicine
Universitaetsstr. 1 (23.12)
D-40225 Duesseldorf
Germany

Family name:			
First name(s):			
Title (Dr., Mr, etc.):			
Affiliation:			
Address:			
City:			
Country:		Postcode/ZIP	
		:	
Telephone:			
Fax:			
Email:			

Select the appropriate membership:

Full membership: €20 per year

Student membership: €10 Euro per year

Payment

Select credit card

MasterCard

Visa

American Express

Amount: €

Expiration date:

Card number:

Name as it appears on card:

Signature:

Date & place:

ESEH is committed to protecting the privacy and confidentiality of its members and the financial information provided on this form will be deleted after the transaction is completed. ESEH is a registered charitable society acknowledged by the German tax office. Receipts will be sent by mail after the credit card transaction has been completed.